

À la fin de 1975, la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) s'est tenue sous la coprésidence d'Allan J. MacEachen, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, et de Manuel Perez Guerrero, ministre d'État du Venezuela aux Affaires économiques internationales, pour déterminer si un groupe restreint de pays développés, de pays en développement importateurs de pétrole et de membres de l'OPEP pourraient parvenir à des ententes spécifiques. Bien que la CCEI ait semblé dégager un esprit de coopération et de détermination commune, la Conférence s'est terminée en 1977 avec des succès limités.

Dans un effort pour relancer le dialogue entre le Nord et le Sud et pour faciliter la participation de tous les pays, une proposition a été adoptée en 1979 visant le lancement de "Négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement" en vue d'examiner les principales questions posées dans cinq secteurs: commerce, matières premières, alimentation, énergie et questions monétaires et financières. Les discussions sur les modalités du lancement de ces Négociations se sont poursuivies à l'intérieur de groupes restreints - comme les sommets d'Ottawa (1981) et de Versailles (1982) des sept grands pays industrialisés et le Sommet (nord-sud) de Cancun - et au sein des Nations Unies.

Le rôle du Canada

C'est en 1951 que le Canada a commencé à collaborer avec le monde en développement, lorsqu'il a joué un rôle actif dans l'implantation du Plan de Colombo, fonds du Commonwealth visant la prestation d'une assistance technique aux pays en développement du Commonwealth. À la fin des années 60, une commission des Nations Unies présidée par le premier ministre Lester Pearson a produit un important rapport sur les questions de développement et sur les solutions possibles. Le rapport Pearson a eu un impact considérable sur les approches de l'aide aux pays plus pauvres. Le Canada s'est depuis efforcé d'obtenir des résultats concrets touchant les négociations nord-sud en dépit de nombreux problèmes.

Dans son rapport de décembre 1980, le Groupe de travail parlementaire sur les relations nord-sud soulignait que le Canada est dans une position unique pour jouer un rôle de chef de file dans le dialogue nord-sud et pour combler l'écart entre les deux groupes. Le Canada a de nombreux liens avec toutes les régions du monde. Son appartenance au Commonwealth et à la Francophonie -- association informelle de pays francophones -- lui assure d'étroites relations avec un certain nombre de pays africains en développement. Nous avons des liens hémisphériques et historiques avec les pays des Caraïbes et de l'Amérique latine, et notre côte Pacifique nous donne une fenêtre sur l'Asie.